

LES AVOCATS PARALYSENT COURS ET TRIBUNAUX

Pari gagné pour les robes noires

Démonstration de force réussie des robes noires, en ce premier jour de grève générale de trois jours décidée par l'Union des barreaux lors de sa dernière réunion. Dans la capitale, où le barreau d'Alger compte près de 5 000 avocats, toutes les juridictions ont connu une paralysie générale. Même constat au niveau de la Cour suprême et du Conseil d'Etat.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le mot d'ordre de grève générale a été massivement suivi par les robes noires au niveau de toutes les juridictions de la capitale. La mobilisation des avocats était totale et la satisfaction de la victoire à l'issue de ce bras de fer engagé avec la tutelle revenait dans toutes les discussions. La même tendance a été enregistrée au niveau de toutes les autres cours et tribunaux.

En somme, l'appel de l'Union des barreaux d'Algérie, fort du soutien de ses 28 000 avocats, a été fortement suivi. Le même constat est attendu pour aujourd'hui et demain où les avocats comptent plaider pour des démonstrations de force plus radicales.

Pour rappel, la montée au créneau des avocats est intervenue à l'issue de la réunion de l'Union des barreaux d'Alger le 16 octobre dernier à Béjaïa. Le débrayage, une décision qui a eu le soutien de l'ensemble des participants à cette rencontre, a pour principal objectif de dénoncer le projet de loi régissant la profession d'avocat. Parmi les autres revendications, figurent «l'amendement du code de procédure civile conformément aux recommandations du conseil national, la révision du code de procédure pénale, la création d'une mutuelle des avocats et la baisse de la



Photo : Samir Sid

Les avocats plaident pour des démonstrations de force plus radicales.

TVA à 5 % au lieu des 17 % que les avocats préfèrent régler sous forme d'un timbre fiscal». Le projet de Belaïz est à l'origine de la

montée au créneau des robes noires. En somme, les avocats revendiquent le retrait ou l'amendement du texte de loi portant

réglementation de la profession. Une revendication déjà exprimée par le barreau d'Alger, qui avait appelé lors du mouvement de

protestation observé en juin dernier au retrait définitif de ce texte. Néanmoins, la majorité des autres barreaux du pays ont simplement déploré le fait que ce projet de loi ait été confectionné sans avoir pris, au préalable, compte de l'avis de la profession «sur un sujet qui nous concerne nous en premier lieu».

La corporation des avocats reproche, en effet, au texte de loi incriminé d'être «en contradiction totale avec les orientations du président de la République sur les réformes politiques, les libertés publiques et les droits humains» et de constituer «une régression pour les droits de la défense».

En tout, la corporation revendique l'amendement d'une cinquantaine d'articles sur 151 dispositions, ce qui conforte la position des partisans du retrait total.

Ces derniers considèrent que «la démarche de la chancellerie, s'inscrit à contre-courant des principes universels portant exercice de la profession d'avocat».

A. B.

La cour de Constantine paralysée

A l'appel des quinze barreaux d'Algérie, toutes les activités judiciaires de défense, plaidoiries et visites des prisonniers ont été paralysées, hier, au niveau de la cour de Constantine, dont relèvent les tribunaux de Skikda, Jijel et Mila. Seuls les recours urgents ont été admis.

Fort de ses 2 938 avocats, le bâtonnat de la région de Constantine a pratiquement paralysé toutes les activités judiciaires. Selon les indications fournies par le bâtonnat de la région de Constantine, le mot d'ordre a été largement suivi par les avocats des tribunaux de Skikda (647) et Jijel (258). Aussi, toutes les audiences programmées durant les trois prochains jours ont été renvoyées à des dates ultérieures.

Selon M^e Mustapha Lenouar, bâtonnier de la région de Constantine et néanmoins prési-

dent de l'Union nationale des barreaux d'Algérie (UNBA), à l'origine de cette fronde des robes noires, qu'il insiste à qualifier d'«arrêt d'activités» et non pas de «grève» au sens péjoratif du terme, les réserves émises par la corporation concernant des dispositions ambiguës et floues contenues dans le projet de loi régissant la profession d'avocat. Il s'agit notamment, explique M^e Lenouar, des articles 09 et 24 de ladite loi portant respectivement sur «l'incident d'audience et le bloc d'audience» lesquels, explique-t-il, «ont une contenance qui laisse supposer diverses interprétations de la part du parquet général et des juges». C'est pourquoi, souligne le président de l'UNBA, «nous avons interpellé à travers notre organisation le ministre de la Justice, garde des Sceaux qui a été compréhensible et réceptif envers nos doléances pour l'introduction d'amendements concernant lesdits articles. Restent maintenant en

suspens d'autres questions nécessitant l'intervention et l'étude de divers départements ministériels, à l'instar de celui des Finances, des recommandations portant sur ces dernières ont été soulevées à qui de droit pour trouver des solutions».

Interrogé sur l'incidence de ce mouvement qui se poursuivra jusqu'à jeudi prochain sur les justiciables, notamment la gestion des affaires, le président de l'Union nationale des barreaux d'Algérie a, tout en faisant part de «son regret du tort que peut occasionner le mouvement», estimé que «la corporation vise avant tout à travers ce mouvement le renforcement et la consolidation du droit des citoyens à une procédure équitable et juste où la défense peut jouer son rôle en toute liberté». Puisque, estime-t-il, «il est inimaginable de demander à un avocat hanté par la peur de défendre un justiciable».

F. B.

CONTESTATION SOCIALE

Des sit-in synchrones à Constantine

A l'instar des différentes régions du pays, ce mois d'octobre qui tire à sa fin aura été celui de toutes les contestations dans la capitale de l'Est.

Contestations syndicales, s'entend, puisqu'au chapitre sociétal, les attroupements de mécontents font partie depuis plusieurs mois déjà, du «spectacle» quotidien qui s'offre aux passants, et ont trait notamment au problème du logement.

Dans le monde du travail donc, le baromètre du front social a atteint ces derniers jours des pics culminants. Deux secteurs sont particulièrement touchés par cette ébullition : l'éducation et la santé.

Différentes catégories professionnelles sont montées à tour de rôle au créneau pour décrier l'attitude de leurs tutelles respectives, voire l'attentisme de ces dernières face aux revendications des travailleurs qui portent

essentiellement sur les questions de statut, la révision des régimes indemnitaires et le versement d'arriérés. Enseignants, paramédicaux, corps communs respectifs aux deux secteurs, adjoints de l'éducation, et praticiens de la santé ont fait part de leur ras-le-bol en chaque occasion. Aussi, la grève ouverte entamée hier par les médecins spécialistes au moment où le barreau a été totalement déserté par les robes noires, seront suivies dès aujourd'hui par d'autres manifestations de colère.

En effet, pas moins de trois unions de wilaya affiliées au Snapap ont annoncé la tenue, aujourd'hui de plusieurs sit-in de protestation dans les structures relevant des secteurs de la



Photo : NewPress

Grève des travailleurs de l'unité de la briqueterie Safcer de Constantine du 24 avril dernier.

santé, de la formation professionnelle et de la solidarité. Une démonstration de force en guise d'avertissement qu'entend entreprendre ce syndicat par des

actions synchrones aux niveaux d'établissements relevant de trois secteurs différents.

La similitude des revendications portées par les travailleurs

de la formation professionnelle, des corps communs du secteur de la santé et ceux des structures relevant de la tutelle de la solidarité nationale et de la famille ne serait pas étrangère à ce choix dont l'écho serait patent, si le Snapap parvenait pour autant, de paralyser les nombreuses structures relevant des trois secteurs en même temps.

Revendications maintes fois promises à la régularisation par les tutelles respectives mais restées sans suite. Elles ont trait toutes à la révision du statut et du régime indemnitaire propres à chaque catégorie professionnelle, à l'incorporation des travailleurs contractuels, au paiement des arriérés de salaires, à la promotion et à l'ouverture du dialogue avec le partenaire social.

K. G.